

G8 / ARMES

Les pays du G8 abandonnent les victimes des exportations d'armes irresponsables

Index AI : POL 30/019/2005

ÉFAI

Jeudi 23 juin 2005

FLASH

**Déclaration conjointe
de la campagne *Contrôlez les armes*
(Amnesty International, Oxfam
et le Réseau d'action international
sur les armes légères)**

La déclaration faite aujourd'hui par la présidence britannique de la réunion des ministres des Affaires étrangères du G8 au sujet du contrôle des armes choque et déçoit. Elle porte atteinte à la promesse du G8 de mettre fin à la pauvreté et à l'injustice.

Non seulement les ministres ne se sont pas engagés à entamer des négociations sur un traité sur le commerce des armes qui soit ferme et applicable, mais ils n'ont pris aucune décision pour empêcher que des armes ne se retrouvent entre les mains de ceux qui commettent de graves atteintes aux droits humains.

Le G8 trahit ainsi les centaines de milliers de civils qui sont tués chaque année, ainsi que les millions d'autres personnes qui se voient priver de la possibilité de sortir de la pauvreté.

Les pays du G8 réalisent plus de 80 p. cent des exportations mondiales d'armement. Ils ont par conséquent la responsabilité morale et juridique de donner l'exemple à l'échelle mondiale.

La déclaration mesquine des ministres ne tient pas compte du fait qu'il existe un consensus croissant autour de l'idée d'un traité sur le commerce des armes qui soit ferme, applicable et basé sur le droit international et les droits humains.

Complément d'information

Déclaration de la présidence britannique à l'issue de la réunion des ministres des Affaires étrangères du G8 du 23 juin 2005 [traduction non officielle] :

« Nous avons discuté de nos préoccupations communes en matière de prolifération des armes classiques dans les zones de conflit et d'instabilité. Le Royaume-Uni a explicité sa proposition pour un traité

sur le commerce des armes. Nous avons convenu qu'il était important de développer une vision commune des responsabilités gouvernementales pour tenter de venir à bout de la prolifération indésirable des armes classiques. Nous avons, d'un commun accord, estimé nécessaire d'approfondir notre travail en vue d'établir un consensus avant d'agir, en tenant pleinement compte des autres initiatives prises dans ce domaine. » ●

Pour en savoir plus :

- Amnesty International : James Dyson, +44 2074 135 831 (portable : +44 7795 628 367), jdyson@amnesty.org ;

- Oxfam : Clare Rudebeck, +44 1865 312 530 (portable : +44 7769 887 139), crudebeck@oxfam.org.uk ;

- Réseau d'action international sur les armes légères (RAIAL) : Alun Howard, +44 207 7065 0866 (portable : +44 7900 242 869), alun.howard@iansa.org.